

Arrondissement de Noisy le Sec

414 L718/68

(1940)

Luxembourgeois

G-1

000 000 000 000 000 000 000 000 000 000 000 000 000

[illegible]

- N E A N T -

.....

Transmis à Monsieur le Chef de la Division du Matériel,
comme suite à la lettre N° 3735 du 10.10.40 du Service Contrôl P.
(our transmis sans N° du 21 courant).

Noisy-le-Sec, le 23 octobre 1940

Supri Winarsyah

Service Central
du Personnel

P. 3735

P Entrée NS
N° 363f

PARIS, le 10 Octobre 1940

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région de l'EST.

Comme suite à votre lettre N° 3357 du 7 Octobre 1940, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je n'ai pas d'objection à ce que vous conserviez provisoirement comme interprètes quelques agents du Réseau Guillaume-Luxembourg.

Je vous serais obligé de bien vouloir m'adresser le plus rapidement possible la liste de ces agents en indiquant, pour chacun d'eux, le nom, le prénom, le grade, la date de naissance et la date à laquelle l'agent a pris son service à la Région de l'EST. Le régime défini par la lettre N° 2815 du 18 Janvier 1940 ne peut pas, en effet, être maintenu sans limite de durée.

Le Directeur du Service Central P,
Signé : BARTH

A { Copie transmise à Monsieur WISDORFF,
avec prière de m'adresser la liste demandée ci-dessus des agents du réseau G.L. que vous occupez comme interprètes. Je rappelle que le régime de solde défini par la lettre P N° 2815 du 18.1. 1940 n'est applicable qu'aux agents qui, du fait des excédents d'effectifs qui existaient sur le réseau G.L., ont été mis par ce réseau à disposition de la S.N.C.F. avant le 10 Mai 1940.

C { Par la même occasion, vous voudrez bien m'adresser la liste des autres agents G.L. qui se trouvent encore en service sur la Région.

Copie à M.M. RIDET
WISDORFF
NARPS

P. le Directeur de l'Exploitation,
Le Chef des Services Administratifs
Signé : JOUFFROY

N° 14 P.40/W

U R G E N T

Transmis à Monsieur LESCOEUR.

Prière de faire le nécessaire pour A.

Prendre note de B; ci-joint copie de la lettre P N° 2815 rap-
pelée.

M'adresser la liste (ou état "néant") prévue en C, en même temps que celle visée en A au plus tard pour le 25 courant.

PARIS, le 19 Octobre 1940

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
Signé : SCHLECHT

M. Richard
Personnel.

Repondu le 23 ^{juin} au plus tard

22.10.40

N°

u

Copie transmise à Monsieur le Chef d'Arrondissement de NOISY
pour les suites dans le plus bref délai possible.

PARIS, le 21 Octobre 1940

Le Chef de la Division
du Matériel

[Signature]

S.N.C.F.

P Entrée NS
N° 324

MATERIEL & TRACTION

Direction Régionale

NOTE

Le Service Central du Personnel nous demande de lui indiquer d'urgence les noms, grades, des agents du Réseau Guillaume-Luxembourg qui ont exprimé le désir de ne pas retourner en Luxembourg et demandent à être occupés par la S.N.C.F.

A défaut de liste nominative, indiquer au moins, à titre de 1er renseignement, le nombre des intéressés.

Monsieur le Chef d'Arrondissement
à NOISY

Prière de me renseigner, sans faute, demain
27 courant, dans la matinée, par téléphone.

26-9-40

Le Chef de la Division du Matériel

Conclut

26-9-40

M. Richas
Personnel.

F. L. n. C. mat.

27-9-40

8

Nicaut

Divin avisé
par téléphone

le 27 9.40 à 9^h

R

NOTICE

sur les conditions d'occupation, à titre temporaire,
de sujets luxembourgeois sur le Réseau français de la S.N.C.F.

Rémunération

- Salaire pro-
prement dit.

Le salaire des auxiliaires est fixé, au moment de l'embauchage, en tenant compte des salaires pratiqués au centre d'occupation, pour les travailleurs de profession comparable.

Ci-après les taux approximatifs du salaire horaire des cantonniers auxiliaires dans quelques résidences :

Paris	7,70
Troyes	5,25
Châlons, Epernay	6,05
Vitry-le-François,	
Bar-le-Duc	5,85
Lure	4,75

Les salaires des aides-ouvriers et des ouvriers professionnels sont ceux des auxiliaires cantonniers majorés respectivement d'environ 10 et 20 %.

- Autres élé-
ments de ré-
munération.

Les auxiliaires bénéficient des bonifications au rendement, des indemnités de déplacement et des allocations de matinée, de soirée et de nuit prévues pour les agents du cadre permanent, lorsqu'ils assurent un service comparable.

- Allocations
pour charges
de famille.
Régime provi-
soire.

Des allocations pour charges de famille sont attribuées aux auxiliaires qui sont chefs de famille et ont à leur charge des enfants résidant en France n'ayant pas dépassé l'âge de la scolarité obligatoire et appartenant à l'une des catégories suivantes :

- enfants légitimes ou naturels reconnus de l'auxiliaire,
- petits-enfants de l'auxiliaire dans le cas où le père ou la mère sont décédés ou incapables de subvenir aux besoins de l'enfant,
- pupilles de l'auxiliaire dont aucune autre personne n'a la charge,
- enfants légalement adoptés par l'auxiliaire,
- beaux-enfants de l'auxiliaire.

...

L'allocation est maintenue jusqu'à l'âge de 17 ans en faveur des enfants visés ci-dessus qui poursuivent leurs études ou sont placés en apprentissage (avec contrat écrit) ou qui se trouvent, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, dans l'impossibilité constatée de se livrer à aucun travail rémunéré.

Les taux journaliers fixés par département varient entre :

1 ^f 40	et	3 ^f	-	pour 1 enfant
4,20	et	9 ^f	-	- 2 enfants
8,40	et	13 ^f	-	- 3 enfants et
de 4,20	a	9 ^f	-	pour chaque enfant au-delà du 3eme.

Paie

La paie des salaires et allocations familiales est effectuée au plus tard le quatrième jour où, à titre tout à fait exceptionnel et dûment justifié, le sixième jour suivant la fin de la période de travail. Celle des autres éléments de rémunération peut être différée jusqu'au mois suivant. La paie a lieu pendant les heures de travail.

Vêtements de travail impersonnels.

Des vêtements de travail impersonnels sont fournis dans le cas de métiers spéciaux qui, d'après l'usage de la Région en comportent la fourniture aux agents du cadre permanent.

Hygiène et Sécurité.

Les décrets et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des agents de chemins de fer du cadre permanent sont applicables aux intéressés.

Congés

Ce personnel auxiliaire bénéficie des congés payés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur : 1 jour par mois de service.

Assurances

Ces auxiliaires sont soumis au régime commun de la législation des accidents du travail et au régime général des Assurances Sociales.

Régime de travail

Les conditions de travail de ces auxiliaires sont réglées par les mêmes dispositions que celles qui régissent les conditions de travail des agents du cadre permanent, avec lesquels ils collaborent ou qu'ils suppléent. Actuellement, les heures de travail sont fixées comme suit :

- Heures de travail normales

- 60 heures par semaine,
- 1 jour de repos par 7 jours de calendrier en moyenne.

Heures supplémentaires.

Les heures supplémentaires sont déterminées, compensées ou réglées dans les conditions prévues pour le personnel du cadre permanent. Les heures faites en sus de 45 par semaine sont rémunérées aux 6/10^e du salaire horaire prévu.

Facilités de circulation.

Ces auxiliaires, qu'ils soient ou non occupés toute la journée, peuvent obtenir une carte dite "de résidence" les faisant bénéficier du transport gratuit pour se rendre au lieu de leur travail et revenir à la résidence admise par la Région.

Les auxiliaires occupés toute la journée bénéficient en outre de facilités de circulation en 3^eme classe sur la Région d'occupation, pour eux-mêmes, leurs femmes et leurs enfants ayant moins de 14 ans (17 ans s'ils sont en apprentissage) dans les limites suivantes :

Trimestres (comptés de quantième à quantième à partir du jour de l'embauchage) :

1^{ère} année d'occupation :

1^{er} trimestre : Néant

2^{ème} - : 2 bons au 1/4 de tarif,

3^{ème} - : - d° - , dont 1 est transformé en permis gratuit,

4^{ème} - : - d° - -d°-

la famille ne pouvant toutefois obtenir qu'un seul permis gratuit pour la 1^{ère} année d'occupation de l'auxiliaire.

2^{ème} année d'occupation et les années suivantes :

2 bons au 1/4 du tarif par trimestre, un de ces bons pouvant être transformé en permis gratuit dans deux trimestres différents au choix de l'intéressé, dans un seul trimestre pour sa famille.

Ces permis et bons au 1/4 sont valables dans les trains express.

Les auxiliaires occupés toute la journée qui, lors de leur embauchage, ont déjà été occupés par la Région pendant au moins 3 mois consécutifs, bénéficient pour le 1^{er} trimestre d'occupation de 2 bons au 1/4 du tarif; ils rentrent ensuite dans la règle précédente.

A l'occasion de leur prise de service, il sera délivré aux auxiliaires :

.....

- pour eux-mêmes : un permis gratuit;
- pour leur famille, au cas où celle-ci les accompagnerait ou les rejoindrait : un permis à demi-tarif.

Il ne leur sera pas délivré de bon de transport franco pour le transport de leur mobilier, mais des facilités de paiement leur seront accordées sur demande.

Des facilités de circulation hors compte pourront, dans certaines conditions, leur être données pour se rendre dans leur famille, lorsque celle-ci ne les aura pas rejoints, mais aucune assurance ne peut leur être donnée qu'ils pourront entreprendre ces voyages.

Impôts.

La question fait l'objet de pourparlers avec le Gouvernement luxembourgeois.

Avril 1940.

P
N° 1862
SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région d

Service: -----

Luxembourgeois
PERSONNEL AUXILIAIRE.

Demande d'emploi

Je soussigné _____

sollicite mon occupation au Service de _____

en qualité d'auxiliaire _____

à _____

aux conditions de la Convention Collective des Auxiliaires du 26 Février 1937 compte tenu des modifications à cette Convention résultant de la législation en vigueur.

Je ne serai admis que si le médecin de la S.N.C.F. me reconnaît les aptitudes nécessaires.

Je serai payé à raison de _____ francs par _____ de travail effectif (1) (non compris allocations familiales, primes ou indemnités).

Je reconnais que la S.N.C.F. m'embauche en vue d'assurer pendant la durée des hostilités les travaux attachés à l'emploi auquel je suis candidat, avec possibilité de résiliation du contrat de travail pour la S.N.C.F. et pour moi-même avec délai-congé de 1 mois de calendrier.

En outre, la résiliation du contrat de travail pourra intervenir sans préavis dans les conditions du droit commun, en particulier pour faute grave, force majeure ou pendant une période d'épreuve de 1 mois.

Je m'engage à faire les démarches nécessaires auprès des Autorités françaises pour obtenir une carte d'identité d'étranger dont le coût me sera remboursé par la S.N.C.F. (2)

Je suis titulaire d'une rente accident - d'une rente d'invalidité d'une pension militaire d'invalidité (3).

(1) Voir Notice pour la rémunération des heures supplémentaires.

(2) Ce remboursement ne s'étend pas, le cas échéant, aux membres de la famille de l'auxiliaire.

(3) Rayer les mentions inutiles.

3 PIÈCES A RETOURNER
323 APRES VISA

P Entrée N.S.
N° 1882

Communiqué successivement à

- Monsieur l'Inspecteur des S.A. 11.5.40
au P. de Paris

L'INSPECTEUR DES SERVICES ACTIFS
AU POSTE DE PARIS

- Monsieur le Chef de l'Entretien
de l'Ourcq

Monsieur le Chef d'Entretien
Vaires

- Transmis à Monsieur le Chef d'Entretien
à Châlons
Vaires, le 17 mai 1940
/ Le Chef d'Entretien de Vaires,

Monsieur le Chef d'Entretien
Châlons

- Transmis à Monsieur le
Chef d'Entretien P. de Paris
Châlons, le 20.5.1940
Le Chef d'Entretien de Châlons

Monsieur le Chef d'Entretien
La Ferrière

Suite à mon transmis de ce jour
de la lettre N° 1934 du 26.4.40 de
M. le Directeur de l'Exploitation -
transmission N° 208. P. 40/7 du 2.5.40
de M. le Chef du Service M.T.

Retourne à Monsieur
le Chef d'Entretien
après avoir pris note.

Au cas où vous auriez un
Luxembourgeois à embaucher, vous
vous demanderiez le présent dossier
en communication.

La Ferrière le 25.5.1940
L'Inspecteur de 2^e cl des S.A.

Roissy-le-Sec, le 10/5.40
Le Chef d'Arrondissement

Subiz

Pris note et transmis à
M. le Chef d'Entretien à Vaires.

Ent. de l'Ourcq, le 13.5.40

LE CHEF DE L'ENTRETIEN
DE L'OURCQ

Subiz

SOCIETE NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANCAIS

Paris, le 15 mai 1940

Direction Régionale
REPAR de l'EST

ORDRE REGIONAL n° 50

Col.

N° 40

ex. AFF
ex. DEL
ex. CO
No. Lesage
M. Weber A. S. Goussier
M. Suth M. Ducot
MM. C. B. P. 5 up
Pay 2 J. B. K. 5 up
Gureq 5
Jani 5
Chab. 5
La. R. 5
R. 5

AGENTS G.L. REFUGIES EN FRANCE.

Des agents du réseau Grand Ducal "Guillaume-Luxembourg"
exploité par la S.N.C.F. (Réseau G.L.) ayant pu quitter le
Luxembourg se présentent actuellement dans les divers Services
régionaux ou locaux de la Région.

17/5 1 - Vérification d'identité - Les établissements où se présentent les
agents du réseau Guillaume-Luxembourg devront s'assurer de leur
identité. Les agents de ce réseau sont titulaires d'une carte
d'identité de la S.N.C.F. de même modèle que celle des agents de
chemins de fer français; cette carte précise leur grade et leur
résidence d'emploi.

M. Weber
M. Richard
M. R. 5
M. B. 5
M. J. 5
M. D. 5
M. R. 5
M. B. 5
M. J. 5
M. D. 5

Il y a lieu d'inviter ces agents à présenter cette carte dont
le numéro devra être mentionné soigneusement sur la liste prévue
à l'article 4.

Ceux de ces agents qui seraient démunis de carte d'identité
seront immédiatement dirigés sur le Service Régional qui en sera
avisé par écrit et qui procèdera aux vérifications nécessaires.

17.5.40 2 - Affectation provisoire - Une affectation provisoire devra être
donnée immédiatement à ces agents⁽¹⁾ (autant que possible sur
place).

3 - Avance et grade provisoire - Une avance sur frais de déplacement
pourra leur être accordée immédiatement par les gares ou établis-
sements sur leur demande, conformément aux dispositions de la
Note Régionale n° 67 du 1er septembre 1939.

Toutefois, pour les agents pourvus de leur carte d'identité

(1) à l'exception bien entendu de ceux qui, dépourvus de leur carte d'identité,
auront dû être dirigés sur le Service Régional.

le montant de chaque avance pourra atteindre 500 francs.

Le Chef d'arrondissement déterminera ensuite immédiatement d'après l'emploi occupé par chaque agent au réseau G.L. et l'âge de l'intéressé l'échelle et l'échelon approximatif où cet agent serait placé dans les échelles françaises.

Sur les bases de cette détermination approximative, une avance de traitement fixe de un mois pour les évacués sans famille et de deux mois pour les évacués avec famille pourra être accordée immédiatement.

Des instructions ultérieures détermineront les conditions de remboursement de ces avances.

Les gares et établissements feront reprise de ces diverses avances sur les Services Régionaux en précisant les noms, prénoms et affectations du temps de paix des intéressés. Les bordereaux de reprise devront porter la mention G.L. très apparente.

- 4 - Liste des agents évacués - Les établissements auxquels les agents G.L. se seront présentés recueilleront auprès des agents les renseignements suivants et les transmettront par l'intermédiaire des arrondissements aux Services Régionaux :

- Nom et prénom,
- Date et lieu de naissance,
- Situation de famille,
- Endroit où se trouve la famille,
- Date d'entrée au réseau G.L.
- Grade G.L. - échelon
- Etablissement utilisateur sur le G.L.
- Chefs hiérarchiques de l'agent pouvant donner des références sur celui-ci,
- Numéro de la carte d'identité S.N.C.F.

Ces renseignements recoupés avec ceux que les Services Régionaux pourront posséder, serviront à constituer le dossier de chaque agent.

Les agents G.L. embauchés seront signalés par les Services Régionaux à la Direction Régionale au fur et à mesure avec :

- leur grade G.L.,
- leur établissement d'origine G.L.
- leur affectation provisoire.

- 5 - Casques et masques - Il sera établi pour ces agents des demandes de casques et de masques dans les mêmes conditions que pour le personnel de la S.N.C.F.

- 6 - Autorisation provisoire de séjour et de circulation - Les Chefs d'Arrondissement devront faire les démarches nécessaires pour les autorisations provisoires de séjour et de circulation.

- 7 - Affectation définitive - Lorsque tous les agents G.L. repliés se seront présentés, des affectations définitives leur seront données.

Des instructions ultérieures préciseront les conditions définitives de rémunération du personnel du G.L. ainsi que les formalités à accomplir pour qu'il soit régulièrement autorisé à séjourner et circuler en France.

- 8 - Famille des agents - Les agents G.L. qui se présenteront avec leur famille et qui ne sauront pas où l'installer devront la faire diriger sur le Centre d'accueil luxembourgeois, 214 rue Lafayette à Paris (X^e)

Les agents G.L. qui supposeront que la famille est évacuée mais qui n'en auraient pas de nouvelles, adresseront une demande (avec tous renseignements utiles) au Service Social de la Région de l'Est, 23 rue d'Alsace à Paris.

- 9 - Au point de vue des soins médicaux les agents du réseau Guillaume-Luxembourg devront recevoir les mêmes soins que les agents de la Région.

Il en sera de même en ce qui concerne les accidents du travail.

- 10 - Les agents du réseau Guillaume-Luxembourg ont droit pour eux et pour leurs familles aux mêmes facilités de circulation que les agents de la Région de l'Est.

Le Directeur de l'Exploitation,

R E N A R D

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central
du Personnel

1^{ère} Division

N° P 3328

Un certain nombre d'agents des Chemins de fer belges (S.N.C.B. ou Nord-Belge) et des Chemins de fer luxembourgeois (Prince-Henri ou Guillaume-Luxembourg) sont repliés en France.

Il convient de prendre à leur égard les mesures suivantes :

OBJET :

Agents des
Chemins de
fer belges
et
luxembour-
geois.

- 1°- Les Cheminots du Nord-Belge seront tous pris en charge par la Région du Nord.
- 2°- Les Cheminots Luxembourgeois seront pris provisoirement en charge par la Région de l'Est.
- 3°- Les Cheminots de la S.N.C.B. arrivant à Paris seront accueillis à la gare de l'Est (cour souterraine). La Région de l'Est affectera en permanence à cet Accueil un agent qui recueillera les noms, prénoms, date de naissance, emploi à la S.N.C.B. (grade et résidence) et Service de chacun des Cheminots recueillis (Préciser la famille qu'ils ont avec eux).

3 listes seront établies concernant, l'une les agents susceptibles d'être réutilisés au Matériel et Traction, la seconde ceux susceptibles d'être réutilisés au Service de la Voie, la troisième ceux qui, sans être originaires du Service de la Voie sont susceptibles d'être utilisés dans les travaux de voie.

Les listes de la 1^{ère} catégorie seront adressées au fur et à mesure de leur établissement au Directeur du Service Central du Matériel; les listes des 2^{ème} et 3^{ème} catégories seront adressées au fur et à mesure de leur établissement au Directeur du Service Central des Installations Fixes.

Ces deux Services Centraux retourneront les listes au Fonctionnaire que la Région de l'EST désignera à cet effet en y indiquant les affectations à donner aux agents de la S.N.C.B.

Les Régions auxquelles seront affectés ces agents seront tenues au courant par les soins des deux Services Centraux T et V.

"4°- Les cheminots de la S.N.C.B. arrivant en province "seront, dans la mesure des besoins en main-d'oeuvre, pris en "charge par la Région sur laquelle ils se trouvent.

RECEVÉ
N° 1979

Paris, le 14 Mai 1940

Moisy 744-319-1
Luxembourg

MM. M. P. 100

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions

5 blefs x 1

Mr. J. K. 12/5/40
Mr. Weber 17/5/40
Mr. Duvignault
Mr. Riches
Mr. Rogers
Personnel

Révisé
aux 649
17.5.40
U

"Les mécaniciens et chauffeurs seront conservés même
"au delà des besoins immédiats, ainsi que les électriciens,
"coltineurs et plombiers et seront signalés respectivement aux
"Services Centraux T et V.

"Il sera pris note des autres agents qui seront dirigés
"sur les organismes de placement. Vous pourrez toutefois signa-
"ler aux industriels titulaires de commandes pour la S.N.C.F.
"la main-d'oeuvre qui pourrait leur être utilement offerte.

Les agents pris en charge dans les conditions qui
précèdent seront traités comme des auxiliaires et soumis à
toutes les dispositions applicables aux auxiliaires français.

Il y aura lieu de verser à ceux qui sont dépourvus
d'argent des acomptes sur salaire leur permettant de pourvoir
à leurs besoins immédiats.

Il conviendra de choisir les emplois auxquels seront
affectés ces agents de manière qu'ils correspondent autant que
possible à ceux qu'ils avaient dans leur Réseau d'origine.

Les agents des cadres pourront être pris en charge
dans la mesure où leur nombre resterait en rapport avec le
nombre des agents d'exécution embauchés. Vous signalerez aux
Services Centraux techniques intéressés ceux des cadres supé-
rieurs (correspondant à des échelles 15 et au-dessus).

Les Directeurs des Services Centraux techniques don-
neront les instructions d'application utiles.

Le Directeur
du Service Central P
Signé: BARTH

N° 1220 P.40/Ce 3214

Transmis à MM. OBLET (20)
LESCOTUR (20)
MONET (FARGES)
(PELLETIER)
(DOURY)
(BONNAT)

Pour gouverner. J'ai désigné M. SCHREIBER, Inspecteur
Divisionnaire à la Division du Matériel, pour être affecté à
l'Accueil de la Gare de l'Est.

Paris, le 15 Mai 1940

Transmis à M. le Chef
d'Arrondissement à Monty du Matériel & de la Traction

pour *gouverner*
PARIS le 16 MAI 1940 19
LE CHEF DE LA DIVISION DU MATERIEL

D. Lescoteur

Monet

P Entrée NS
N° 2082

Moisy 11

3

SOCIETE NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANCAIS

Paris, le 16 mai 1940

Service Central
du Personnel

1^{ère} Division

N° P. 3328

Objet

Agents des
Chemins de fer
belges et
luxembourgeois

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation
des Régions,

Rectificatif à la lettre P. 3.328 du 14 Mai 1940.

Les trois premiers alinéas du 4° de la lettre précitée
sont à remplacer par les suivants :

"4°- Les cheminots de la S.N.C.B. arrivant en province
"seront, dans la mesure des besoins en main-d'oeuvre, pris en
"charge par la Région sur laquelle ils se trouvent.

"Les mécaniciens et chauffeurs seront conservés même
"au delà des besoins immédiats, ainsi que les électriciens,
"coltineurs et plombiers et seront signalés respectivement aux
"Services Centraux T et V.

"Il sera pris note des autres agents qui seront dirigés
"sur les organismes de placement. Vous pourrez toutefois signa-
"ler aux industriels titulaires de commandes pour la S.N.C.F.
"la main-d'oeuvre qui pourrait leur être utilement offerte.

Le Directeur du Service Central P,
signé : BARTH.

M. WISDORFF
16.5.40
signé : HARRAND

Paris, le 21 mai 1940

Monsieur

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

Monet

REPARTITION

ex. AFF.

ex. DEL.

ex. COL.

ex. A.S.

MM. *à Moisy*

chef x 1

24/5/40

Mr. 24/5/40
Personnel

24.5.40

u

MATERIEL & TRACTION

Bureau du Personnel

N° 1278 P.40 Ce 3287

BL/AB

S.N.C.F.
Région de l'EST

Entrée NS
N° 1861

Paris, le 26 avril 1940

44-319
B

N° 1931

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

L'imprimé P-XXI-I, formule d'embauchage des auxiliaires en usage sur la S.N.C.F. ne répondant pas à la situation de ceux de ces auxiliaires qui sont recrutés dans le Grand-Duché de Luxembourg, il y a lieu, pour ces derniers, de substituer le texte ci-joint à celui de la première page de l'imprimé.

D'autre part, pour permettre aux intéressés d'avoir un aperçu sur les conditions qui leur sont offertes, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire remettre à chacun d'eux, avant son embauchage, un exemplaire de la Notice également ci-jointe.

Je vous adresse d'autre part un approvisionnement de l'imprimé P-XXI-I (1ère page modifiée) et de la notice visée ci-dessus.

P. Le Directeur de l'Exploitation
L'Ingénieur en Chef attaché à la Direction,
signé: HARRAND

M.M. DARGEOU
WISDORFF
RIDET

et copie à M. BORDIER

Bureau du Personnel
N° 208 P.40/7

M.M. OBLET, LESCOEUR
avec 25 exemplaires du bécuet et 35 de la notice.
le 2 mai 1940
Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
signé: SCHLECHT

DIVISION DU MATERIEL

Copie transmise à

Monsieur le Chef d'Arrondissement à

NOISY

- pour les suites -

Le 8 Mai 1940

Le Chef de la Division
du Matériel,

Ch. Richard

Mr Richard

Mr Revier

Descommel

Repartir aux ts P. avec 9.9 formules

9.5.40

Kaution

Copie à M. (5 bécuet)

+ M. P. H.

N° 1 adreç

le 10 mai 1940, ex communication, 5 bécuet, successivement aux

une notice aux ts conditions d'embauchage des objets luxembourgeois

my 6 16.5.40

*attention, noter que cette formule est particulièrement aux
luxembourgeois, classés spéciaux à fournir à
semaines multiples & conséquents*

BL/AB

S.N.C.F.
Région de l'EST

N° 1861

Paris, le 26 Avril 1940

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

L'imprimé P-XII-I, formule d'embauchage des auxiliaires en usage sur la S.N.C.F. ne répondant pas à la situation de ceux de ces auxiliaires qui sont recrutés dans le Grand-Duché de Luxembourg, il y a lieu, pour ces derniers, de substituer le texte ci-joint à celui de la première page de l'imprimé.

D'autre part, pour permettre aux intéressés d'avoir un aperçu sur les conditions qui leur sont offertes, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire remettre à chacun d'eux, avant son embauchage, un exemplaire de la Notice également ci-jointe.

Je vous adresse d'autre part un approvisionnement de l'imprimé P-XII-I (1^{re} page modifiée) et de la notice visée ci-dessus.

P. Le Directeur de l'Exploitation
L'Ingénieur en Chef attaché à la Direction,
signé : HARRAND

MM. DARGESOU
WISBORFF
RIDET

et copie à M. BORDIER

Bureau du Personnel
N° 208 P.40/7

MM. ORLET, LECORUP
avec 25 exemplaires du bécquet et 25 de la notice.

LE 3 MAI 1940
Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
signé : SCHLECHT

DIVISION DU MATERIEL

Copie transmise à

Monsieur le Chef d'Arrondissement à NOISY

- pour les suites -

Le 8 Mai 1940
/Le Chef de la Division du
Matériel,
signé : PICHÉLIN

HT/VR

Copie transmise à Monsieur 5 Chefs + M. GUTH

Entrée NS
N° 1861

J'adresse, en communication, successivement aux 5 Chefs, une notice sur les conditions d'embauchage des sujets luxembourgeois.
Noisy-le-Sec, le 11 Mai 1940

Région d

Service:

Demande d'emploi

Je soussigné _____

sollicite mon occupation au Service de _____

en qualité d'auxiliaire _____

à _____

aux conditions de la Convention Collective des Auxiliaires du 26 Février 1937 compte tenu des modifications à cette Convention résultant de la législation en vigueur.

Je ne serai admis que si le médecin de la S.N.C.F. me reconnaît les aptitudes nécessaires.

Je serai payé à raison de _____ francs par _____ de travail effectif (1) (non compris allocations familiales, primes ou indemnités).

Je reconnais que la S.N.C.F. m'embauche en vue d'assurer pendant la durée des hostilités les travaux attachés à l'emploi auquel je suis candidat, avec possibilité de résiliation du contrat de travail pour la S.N.C.F. et pour moi-même avec délai-congé de 1 mois de calendrier.

En outre, la résiliation du contrat de travail pourra intervenir sans préavis dans les conditions du droit commun, en particulier pour faute grave, force majeure ou pendant une période d'épreuve de 1 mois.

Je m'engage à faire les démarches nécessaires auprès des Autorités françaises pour obtenir une carte d'identité d'étranger dont le coût me sera remboursé par la S.N.C.F. (2)

Je suis titulaire d'une rente accident - d'une rente d'invalidité d'une pension militaire d'invalidité (3).

(1) Voir Notice pour la rémunération des heures supplémentaires.

(2) Ce remboursement ne s'étend pas, le cas échéant, aux membres de la famille de l'auxiliaire.

(3) Rayer les mentions inutiles.

N O T I C E

sur les conditions d'occupation, à titre temporaire,
de sujets luxembourgeois sur le Réseau français de la S.N.C.F.

Rémunération

- Salaire pro-
prement dit.

Le salaire des auxiliaires est fixé, au moment de l'embauchage, en tenant compte des salaires pratiqués au centre d'occupation, pour les travailleurs de profession comparable.

Ci-après les taux approximatifs du salaire horaire des cantonniers auxiliaires dans quelques résidences :

Paris	7 ^f ,70
Troyes	5,25
Châlons, Epernay	6,05
Vitry-le-François,	
Bar-le-Duc	5,85
Lure	4,75

Les salaires des aides-ouvriers et des ouvriers professionnels sont ceux des auxiliaires cantonniers majorés respectivement d'environ 10 et 20 %.

- Autres élé-
ments de ré-
munération.

Les auxiliaires bénéficient des bonifications au rendement, des indemnités de déplacement et des allocations de matinée, de soirée et de nuit prévues pour les agents du cadre permanent, lorsqu'ils assurent un service comparable.

- Allocations
pour charges
de famille.
Régime provi-
soire.

Des allocations pour charges de famille sont attribuées aux auxiliaires qui sont chefs de famille et ont à leur charge des enfants résidant en France n'ayant pas dépassé l'âge de la scolarité obligatoire et appartenant à l'une des catégories suivantes :

- enfants légitimes ou naturels reconnus de l'auxiliaire,
- petits-enfants de l'auxiliaire dans le cas où le père ou la mère sont décédés ou incapables de subvenir aux besoins de l'enfant,
- pupilles de l'auxiliaire dont aucune autre personne n'a la charge,
- enfants légalement adoptés par l'auxiliaire,
- beaux-enfants de l'auxiliaire.

...

L'allocation est maintenue jusqu'à l'âge de 17 ans en faveur des enfants visés ci-dessus qui poursuivent leurs études ou sont placés en apprentissage (avec contrat écrit) ou qui se trouvent, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, dans l'impossibilité constatée de se livrer à aucun travail rémunéré.

Les taux journaliers fixés par département varient entre :

1 ^f 40	et	3 ^f	-	pour 1 enfant
4,20	et	9 ^f	-	- 2 enfants
8,40	et	13 ^f	-	- 3 enfants et
de 4,20	a	9 ^f	-	pour chaque enfant au-delà du 3eme.

Païement

La paie des salaires et allocations familiales est effectuée au plus tard le quatrième jour où, à titre tout à fait exceptionnel et dûment justifié, le sixième jour suivant la fin de la période de travail. Celle des autres éléments de rémunération peut être différée jusqu'au mois suivant. La paie a lieu pendant les heures de travail.

Vêtements de travail impersonnels.

Des vêtements de travail impersonnels sont fournis dans le cas de métiers spéciaux qui, d'après l'usage de la Région en comportent la fourniture aux agents du cadre permanent.

Hygiène et Sécurité.

Les décrets et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des agents de chemins de fer du cadre permanent sont applicables aux intéressés.

Congés

Ce personnel auxiliaire bénéficie des congés payés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur : 1 jour par mois de service.

Assurances

Ces auxiliaires sont soumis au régime commun de la législation des accidents du travail et au régime général des Assurances Sociales.

Régime de travail

Les conditions de travail de ces auxiliaires sont réglées par les mêmes dispositions que celles qui régissent les conditions de travail des agents du cadre permanent, avec lesquels ils collaborent ou qu'ils suppléent. Actuellement, les heures de travail sont fixées comme suit :

- Heures de travail normales

- 60 heures par semaine,
- 1 jour de repos par 7 jours de calendrier en moyenne.

Heures supplémentaires.

Les heures supplémentaires sont déterminées, compensées ou réglées dans les conditions prévues pour le personnel du cadre permanent. Les heures faites en sus de 45 par semaine sont rémunérées aux 6/10^e du salaire horaire prévu.

Facilités de circulation.

Ces auxiliaires, qu'ils soient ou non occupés toute la journée, peuvent obtenir une carte dite "de résidence" les faisant bénéficier du transport gratuit pour se rendre au lieu de leur travail et revenir à la résidence admise par la Région.

Les auxiliaires occupés toute la journée bénéficient en outre de facilités de circulation en 3^eme classe sur la Région d'occupation, pour eux-mêmes, leurs femmes et leurs enfants ayant moins de 14 ans (17 ans s'ils sont en apprentissage) dans les limites suivantes :

Trimestres (comptés de quantième à quantième à partir du jour de l'embauchage) :

1^{ère} année d'occupation :

1 ^{er} trimestre	:	Néant	
2 ^{ème}	-	: 2 bons au 1/4 de tarif,	
3 ^{ème}	-	: - d° -	, dont 1 est transformé en permis gratuit,
4 ^{ème}	-	: - d° -	-d°-

la famille ne pouvant toutefois obtenir qu'un seul permis gratuit pour la 1^{ère} année d'occupation de l'auxiliaire.

2^{ème} année d'occupation et les années suivantes :

2 bons au 1/4 du tarif par trimestre, un de ces bons pouvant être transformé en permis gratuit dans deux trimestres différents au choix de l'intéressé, dans un seul trimestre pour sa famille.

Ces permis et bons au 1/4 sont valables dans les trains express.

Les auxiliaires occupés toute la journée qui, lors de leur embauchage, ont déjà été occupés par la Région pendant au moins 3 mois consécutifs, bénéficient pour le 1^{er} trimestre d'occupation de 2 bons au 1/4 du tarif; ils rentrent ensuite dans la règle précédente.

A l'occasion de leur prise de service, il sera délivré aux auxiliaires :

- pour eux-mêmes : un permis gratuit;
- pour leur famille, au cas où celle-ci les accompagnerait ou les rejoindrait : un permis à demi-tarif..

Il ne leur sera pas délivré de bon de transport franco pour le transport de leur mobilier, mais des facilités de paiement leur seront accordées sur demande.

Des facilités de circulation hors compte pourront, dans certaines conditions, leur être données pour se rendre dans leur famille, lorsque celle-ci ne les aura pas rejoints, mais aucune assurance ne peut leur être donnée qu'ils pourront entreprendre ces voyages.

Impôts.

La question fait l'objet de pourparlers avec le Gouvernement luxembourgeois.

Avril 1940.
